

PERSPECTIVES POST- COPENHAGUE : LE POINT DE VUE DU GROUPE AFRIQUE

TOSI MPANU MPANU

Directeur de l'AND-MDP et Président du Groupe Afrique

Points clés de la réunion

❑ *Ralentissement des négociations :*

- Désaccords préliminaires sur les méthodes de travail
- Réouverture des débats sur des provisions ayant fait l'objet de consensus lors des sessions précédentes

❑ *quelques avancées :*

- Progrès de discussions sur les arrangements institutionnels pour l'adaptation
- REDD+ : accord sur un échéancier de travail

❑ *Lancement de la consultation informelle sur la forme légale du futur régime*

❑ *Marge de manœuvre des USA restreinte : peu d'espoir qu'une loi soit adoptée par le Sénat américain d'ici Cancun*

Plan de la présentation

- ❑ Mise en contexte : le cadre des négociations
- ❑ Les enjeux traités sous le GTS-PK
 - Engagements de réduction des émissions des Parties visées à l'Annexe I
 - Les contentieux relatifs à l'UTCATF
 - Les mécanismes de marché
- ❑ Les enjeux traités sous le GTS-ACV
 - L'atténuation par les Parties à la CCNUCC
 - Financement : des avancées modestes à entériner
 - Clarification sur le cadre institutionnel pour l'adaptation
- ❑ Le REDD+ : des avancées vers l'action
- ❑ Lancement de la consultation informelle sur la forme légale de la future entente

1. Mise en contexte : le cadre des négociations

- Le contexte scientifique et économique
- Le contexte politique
- Le cadre des négociations

Contexte scientifique et économique

□ *D'après le GIEC*

“L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux changements climatiques en raison de la diversité des effets anticipés, des stress multiples et de sa faible capacité d'adaptation

L'ensemble du continent africain continuera à se réchauffer au cours du siècle présent. Le réchauffement sera probablement plus important qu'au niveau global

Dans toutes les sous-régions du continent, l'augmentation moyenne de température sera environ 1,5 fois plus élevée que l'augmentation globale moyenne.”

□ *Quelques risques additionnels liés au réchauffement climatique :*

Sécurité alimentaire et malnutrition: dans certains pays, le rendement de l'agriculture pourrait chuter de 50 % d'ici 2020

75 à 250 millions de personnes d'ici 2020 et 350 à 600 millions d'ici 2050 devraient souffrir d'un stress hydrique accentué

Coût de l'adaptation à l'élévation du niveau de la mer pourrait représenter 5 à 10 % du PIB, voire plus.

□ *Des analyses récentes montrent que les changements climatiques avancent plus rapidement que les prévisions du GIEC et que les coûts économiques pourraient être plus élevés*

□ *La position africaine doit être mise à jour de manière régulière et sur la base des analyses scientifiques et économiques les plus récentes*

Contexte politique

- ❑ Les Parties se sont convenues de mettre en oeuvre la Convention et le Protocole de Kyoto à travers les 2 pistes de la Feuille de Route de Bali
 - Protocole de Kyoto: une deuxième période d'engagement pour les pays de l'Annexe I débutant en 2013, sous le AWG-KP
 - Les pays développés qui ne font pas parties du PK adoptent des “efforts comparables” sous la Convention (AWG-LCA)
 - Les pays non-Annexe I adoptent les NAMAs soutenus par un appui technologique, financier et en renforcement des capacités (AWG- LCA)
- ❑ Accord de la poursuite d'une approche “du sommet vers la base” ou “approche de principe” pour les engagements d'atténuation globaux des pays Annexe I
- ❑ Un certain nombre de Parties de l'Annexe I disent à présent qu'elles ne prendront pas de seconde période d'engagement préférant une approche “de la base vers le sommet” ou “approche basée sur les promesses” découlant de l'Accord de Copenhague et qui se démarque de la Convention, du Protocole de Kyoto et de la Feuille de Route de Bali
- ❑ L'Accord de Copenhague devrait être un “jalon” et non un “obstacle” pour les pays qui s'y sont associés (42 pays africains)

Groupe de Travail Spécial sur les nouveaux engagements des parties de l'Annexe I (GTS-PK)

** Toutes les Parties au Protocole mais se limite aux engagements pour les Parties de l'Annexe I*

** Examine l'ampleur des réductions d'émissions nécessaires*

** Veut éviter une interruption entre 1^{ère} (2008-2012) et 2^{ème} (post-2012) périodes d'engagement*

Dialogue sur l'action concertée à long terme

- * Toutes les Parties à la Convention*
- * Pas de mandat pour prendre des décisions*

Plan d'action de Bali

Groupe de Travail Spécial de l'Action Concertée à long terme (GTS-ACV)

- * Toutes les Parties à la Convention*
- * 4 éléments constitutifs de la Feuille de route*

Prochains engagements ?

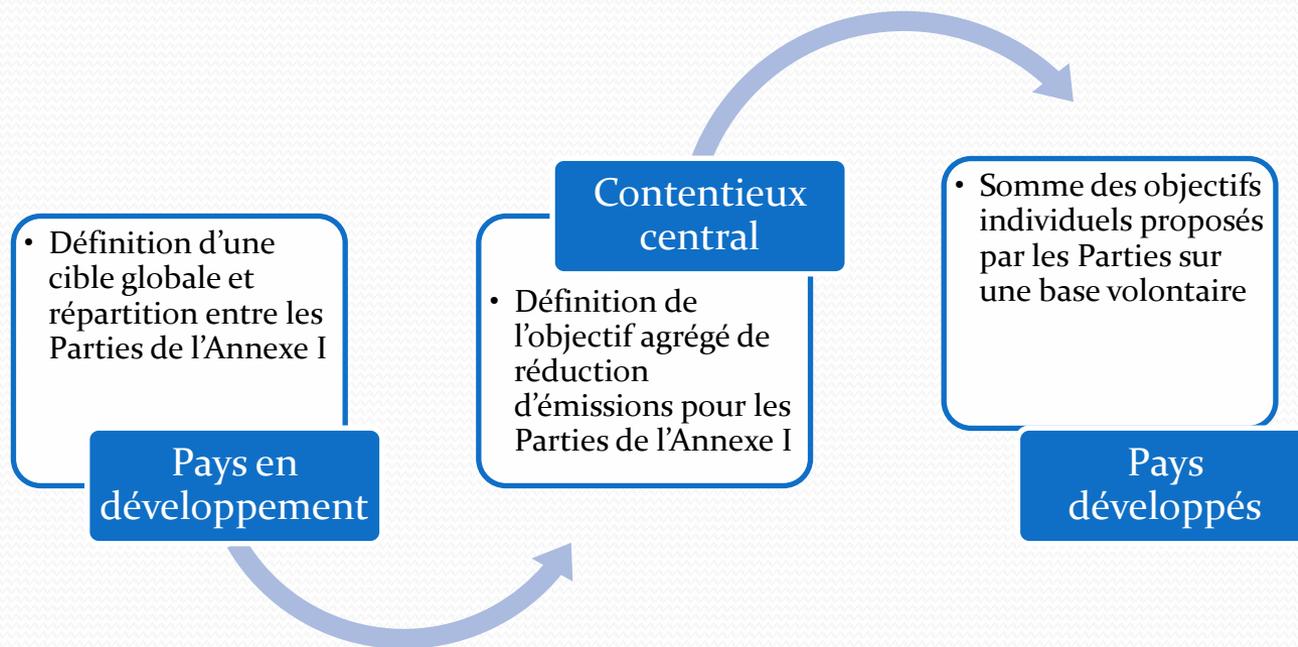
De Montréal (2005) à
Bali (2007)

De Bali (2007) à
Cancun (2010)

2. Les enjeux traités sous le GTS-PK

- Engagements de réduction des émissions des Parties visées à l'Annexe I
- Les contentieux relatifs à l'UTCATF
- Les mécanismes de marché

Engagements de réduction des émissions des Parties visées à l'Annexe I (GTS-PK)



Questions connexes :

- Ajout de nouveaux GES?
- Quelle durée pour la période d'engagement ? 5 ou 7 ans ?
- Quel niveau de contribution du secteur de l'Utilisation des Terres, du Changement d'Affectation des Terres et de la Foresterie (UTCATF) ?
- Quel niveau de contribution des mécanismes de marché ?
- Transfert possible des unités de réduction en surplus d'une période d'engagement à une autre ?

Les contentieux relatifs à l'UTCATF (GTS-PK)

- Nouvelles règles nécessaires pour éviter les sous-estimations des émissions et la surestimation des absorptions du secteur de l'UTCATF
- Enjeux principaux discutés à Bonn:
 - Quel degré de précision pour les paramètres suivant lesquels les *activités de gestion forestière* doivent être développées?
 - Comment intégrer la considération de la *force majeure* dans les inventaires nationaux et les niveaux d'émissions de GES?
 - Comment inclure les *produits ligneux récoltés* aux fins de calcul des réductions et des absorptions de carbone?

Les mécanismes de marché (GTS-PK)

Les questions qui demeurent en suspens :

- L'inclusion de co-bénéfices comme critères pour les projets du MDP?
- Quelles mesures pour promouvoir de projets du MDP dans les PMA?
- Admissibilité des activités nucléaires et de celles de captage et stockage du carbone au titre du MDP?
- Recours à des scénarios de référence standardisés?
- Augmentation de la part des crédits du MDP prélevée pour le Fonds d'Adaptation (actuellement de 2%) ou application d'un prélèvement similaire à la MOC?

3. Les enjeux traités sous le GTS-ACV

- L'atténuation par les Parties à la CCNUCC
- Financement : des avancées modestes à entériner
- Clarification des positions sur le cadre institutionnel pour l'adaptation

L'atténuation par les Parties à la CCNUCC (GTS-ACV)

Pays développés

1. Actions mesurables, notifiables et vérifiables reposant sur des objectifs de réduction

Aucun accord sur les objectifs

2. Soutien aux actions prises par les pays en développement

Quelle ampleur? Quel mécanisme de suivi pour l'appui financier : création d'un panel technique et standards de performance?

Crise de confiance entre les pays : certains pays développés ne respecteront pas leurs obligations sous Kyoto et/ou n'ont pas respecté leurs objectifs d'aide au développement

Pays en développement

Actions mesurables, notifiables et vérifiables...

...appuyées par un transfert de technologie, du financement et du renforcement des capacités

Quels mécanismes : Fonds? Marché ?
Registre?

Quel niveau de rigueur pour le suivi des actions ?

Ecart entre les attentes des pays développés Vs les capacités des pays en développement concernant le respect des exigences de quantification et de suivi des actions

Financement : des avancées modestes à entériner (GTS-ACV)

Priorité des pays en développement : assurer l'accessibilité aux sources de financement, incluant le Fonds Vert et les autres futures institutions

Priorités des pays développés : limiter la création de nouvelles institutions

Le Fonds Vert établi à Copenhague

- Quelle autorité de la CdP sur le Fonds Vert?
- Quelles modalités de nomination des membres du Comité de gestion du Fonds Vert?
- Quelles modalités pour assurer un accès direct?

Financement fast-start

- Compilation de l'information sur les mesures financières « fast-start » des pays développés pour la période 2010-2012 sur le site web de la CCNUCC?

Les enjeux en suspens

- * Part de financement public vs part de financement privé
- * Définition de financement nouveau, additionnel, prévisible et adéquat
- * l'assurance d'un équilibre du financement de l'atténuation et de l'adaptation

Clarification des positions sur le cadre institutionnel pour l'adaptation (GTS-ACV)

- ❑ Création d'un Comité sur l'Adaptation proposée par les pays en développement :
 - Fonction double : ce Comité serait aussi le Panel technique du Conseil sur le mécanisme de financement
 - Objectif principal : appui dans l'accès au financement
- ❑ Scepticisme de la part des pays développés :
 - Préfèrent une réforme des institutions existantes
 - Objectif principal : évaluation des risques et analyse des mécanismes de gestion des risques d'impacts



4. Le REDD+ : des avancées vers l'action

Le REDD+ : des avancées vers l'action

- ❑ Pas inscrit à l'agenda officiel de cette réunion, toutefois résultats significatifs
- ❑ Accord trouvé sur un plan de travail d'activités, incluant :
 - Base de données sur le financement, les actions et les résultats de activités REDD+;
 - Rapport indépendant sur les écarts et chevauchements financiers;
 - Rapport indépendant sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+;
 - Mécanisme de partage d'expériences.
- ❑ Elaboration d'un échéancier de travail à moyen terme pour donner suite aux activités de court terme; il devrait être entériné à Cancun



5. Lancement de la consultation informelle sur la forme légale de la future entente

informelle sur la forme légale de la future entente

Trois scénarios

Scenario 1

*2^{ème} période d'engagement
sous le PK et décisions de
la CdP*

Scenario 2

*Entente légalement
contraignante sous la
CCNUCC*

et

*2^{ème} période d'engagement
sous le PK*

= 2 ententes parallèles

Scenario 3

*Une seule entente sous la
CCNUCC
= fin du PK*

Position des pays :

➤ Pays développés : favorisent le scénario 3 mais certains sont ouverts quant au scénario 2

➤ Pays en développement (à l'exception de la Chine) : en faveur du scénario 2

Poursuite du processus de consultation à Tianjin



Je vous remercie pour l'attention accordée à cette présentation